

Citations pour apprendre à penser

une citoyenneté d'inspiration chrétienne

Introduction

Des points de repère pour les enseignants

Les citations sélectionnées ci-dessous l'ont été en raison

- des liens qu'elles ont avec les thématiques mises en exergue par le référentiel d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté à partir d'un ancrage chrétien
- de leur caractère éclairant, concis et accessible.

Elles constituent des points de repère pour les enseignants.

Elles sont regroupées en 5 thèmes :

- Religion et politique
- Ethique
- Sens
- Vérité
- Engagement. Liberté. Responsabilité

Des briques pour construire des parcours d'apprentissage

Certaines d'entre elles peuvent constituer des ressources, pour construire des parcours d'apprentissage, soit en étant reprises telles quelles, soit en étant reformulées dans un langage plus accessible aux élèves en fonction de leur âge :

- comme point de départ pour susciter la réflexion des élèves, ouvrir leur questionnement et appeler des approfondissements :
 - conceptualisations, problématisations
 - illustrations pour montrer comment ces idées s'incarnent, se vérifient ou sont au contraire démenties dans la réalité, autour de questions sociales.
 - confrontation à d'autres points de vues : comment voit-on les choses dans d'autres contextes convictionnels ?
 - chercher des citations qui vont en sens contraire (que ce soit parmi les chrétiens ou en dehors du christianisme)
 - chercher des citations qui vont dans la même direction mais qui s'enracinent dans d'autres religions ou sagesse que le christianisme
 - réfléchir aux enjeux, aux conséquences de ces différents points de vue pour le bien commun, pour l'avenir de la société ...
- comme éclairages dans le cadre de parcours thématiques.

Religion et politique

- *Il est impossible dans la vie chrétienne de dissocier une vie privée et une vie publique. La personne devant Dieu est un tout et on ne peut séparer la participation à la société ou à l'activité professionnelle (qui est politique !). Nous ne pouvons pas nous désintéresser du monde dans lequel nous sommes placés, et dont nous sommes responsables devant Dieu, ainsi que des hommes au milieu desquels nous vivons.*

Jacques Ellul, historien, sociologue et théologien protestant

- *76.1. Surtout là où existe une société de type pluraliste, il est d'une haute importance que l'on ait une vue juste des rapports entre la communauté politique et l'Eglise ; et que l'on distingue nettement entre les actions que les fidèles, isolément ou en groupe, posent en leur nom propre comme citoyens, guidés par leur conscience chrétienne, et les actions qu'ils mènent au nom de l'Eglise, en union avec leurs pasteurs.*
76.2. L'Eglise qui, en raison de sa charge et de sa compétence, ne se confond d'aucune manière avec la communauté politique et n'est liée à aucun système politique, est à la fois le signe et la sauvegarde du caractère transcendant de la personne humaine.
76.3. Sur le terrain qui leur est propre, la communauté politique et l'Eglise sont indépendantes l'une de l'autre et autonomes. Mais toutes deux, quoique à des titres divers, sont au service de la vocation personnelle et sociale des mêmes hommes. Elles exerceront d'autant plus efficacement ce service pour le bien de tous qu'elles rechercheront davantage entre elles une saine coopération, en tenant également compte des circonstances de temps et de lieu. L'homme, en effet, n'est pas limité aux seuls horizons terrestres, mais, vivant dans l'histoire humaine, il conserve intégralement sa vocation éternelle. Quant à l'Eglise, fondée dans l'amour du Rédempteur, elle contribue à étendre le règne de la justice et de la charité à l'intérieur de chaque nation et entre les nations. En prêchant la vérité de l'Evangile, en éclairant tous les secteurs de l'activité humaine par sa doctrine et le témoignage que rendent les chrétiens, l'Eglise respecte et promeut aussi la liberté politique et la responsabilité des citoyens.

Constitution pastorale *Gaudium et Spes* sur l'Eglise dans le monde de ce temps-1965.

- *Pourquoi prendre la parole ? Tout simplement, parce que les catholiques, citoyens à part entière, qui vivent eux aussi ces transformations au milieu de leurs contemporains, ne peuvent se désintéresser de ce qui touche à la vie en société, la dignité et l'avenir de l'homme. Si dans la tradition judéo-chrétienne, Dieu appelle tout homme par son nom, ce n'est jamais en tant qu'individu isolé, mais c'est toujours comme membre d'un peuple et pour l'ensemble de ce peuple auquel il est renvoyé. L'espérance chrétienne n'est donc pas seulement individuelle, elle est aussi collective. (...)*

Conseil permanent de la Conférence des évêques de France,
Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, 2016.

<http://www.eglise.catholique.fr/actualites/dossiers/elections-2017/428185-conclusion/>

- *La raison politique moderne a un moteur : la liberté, celle de l'individu, associée à l'exigence d'égalité ; la raison théologique, quant à elle, relève de la capacité des religions à travailler sur elles-mêmes en accord avec leur énergie propre, conformément à leurs sources et à leur logique de développement, en interaction avec leur contexte.*

Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER)

- *Les différentes rationalités ne peuvent transgresser les limites de leur compétence propre. Science, politique ou conviction ultime, que l'un de ces registres prétende à une vérité totale, exclusive des autres registres, et c'est l'aliénation, aliénation à la fascination d'un savoir sans finalité qui fait perdre jusqu'au sens de l'humain dans le cas d'une science exercée sans conscience, aliénation à la vérité du Parti qui fait perdre jusqu'au sens des mots dans le cas du totalitarisme politique, aliénation à une caricature de loi divine qui fait oublier jusqu'au prix de la vie humaine dans le cas du fondamentalisme religieux.*

Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER)

- *Tocqueville est d'avis que l'enfermement narcissique sur eux-mêmes de l'homme et de la société démocratique tient aux excès du principe d'autonomie. Le mythe de l'autoengendrement de l'homme par lui-même et de l'autofondation de la société par la volonté souveraine de ses membres joue le jeu de la liberté pour autant qu'il laisse place à une altérité, à une dimension extérieure au même, à savoir pour lui la fonction sociale du religieux, et en l'occurrence du christianisme. Pour lui, seule la religion, en éloignant même temporairement l'homme démocratique de la passion du bien-être matériel, est capable de lui redonner un intérêt pour les questions ultimes sans lesquelles l'homme reste à jamais étranger à lui-même. (Agnès Antoine, L'impensé de la démocratie. Tocqueville, la citoyenneté et la religion, Paris, Fayard, 2003, p41)*

Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER)

- *Selon Tocqueville, « en régime démocratique, il faut tenir ensemble l'idée que la séparation du religieux et du politique est absolument nécessaire et l'idée que leur disjonction est absolument mortifère » (Agnès Antoine, L'impensé de la démocratie. Tocqueville, la citoyenneté et la religion, Paris, Fayard, 2003, p138). Séparation nécessaire non seulement au nom de l'autonomie de l'espace politique, mais encore au bénéfice de la religion elle-même : son influence sur les citoyens est inversement proportionnelle à son allégeance aux pouvoirs en place... Séparation nécessaire mais disjonction mortifère non seulement au nom de la liberté des religions, mais aussi pour le destin de la démocratie, abandonnée à ses pathologies ainsi qu'au développement prévisible d'une religiosité anarchique, hors des religions instituées.*

Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER)

- Philippe Lamberts, député européen, interviewé par François Brabant dans le VIF, n°9, 03-03-2017.

« Soutenez-vous ce retour de la religion dans le débat public ? »

En ce qui me concerne, je n'ai aucun problème à dire, y compris sur la place publique, que je suis chrétien. Je n'ai jamais brandi ma foi en étendard, mais je ne l'ai jamais mise en poche. A mes yeux, ce n'est ni un argument de vente, ni une maladie honteuse. Par contre, ce qui me hérisse, c'est l'attitude des hommes politiques qui utilisent la religion comme argument identitaire, et non comme démarche spirituelle. Si j'examine la cohérence entre le message de

l'Évangile et l'action politique de ceux qui s'en réclament, j'ai vraiment envie de rigoler. Parce que souvent, c'est tout le contraire.

« Est-il sain qu'un dignitaire religieux s'exprime dans une assemblée politique ? »

Que ce soit le pape, le dalaï-lama ou d'autres responsables religieux, ils ne viennent pas nous donner des ordres. Ils viennent nous apporter une parole qui peut être inspirante. C'est nous les élus ! Chacun est à sa place. Mais les députés sont censés être à l'écoute de ce qui se passe dans la société, oui ou non ?

- *La laïcité de l'Etat est un cadre juridique qui doit permettre à tous, croyants de toutes religions et non-croyants, de vivre ensemble. Elle ne doit pas dépasser son objectif en voulant faire de la laïcité un projet de société, qui envisagerait une sorte de neutralisation religieuse de cette société, en expulsant le religieux de la sphère publique vers le seul domaine privé où il devrait rester caché. Cette conception est néfaste pour la société. Elle ne respecte pas les personnes et engendre des frustrations qui vont conforter le communautarisme. Elle prive enfin la vie publique d'un apport précieux pour la vie ensemble. À un moment où la société française a besoin de se rassembler, il faut reprendre paisiblement ce débat en évitant de stériles instrumentalisation politiques.*

Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*, 2016.

<http://www.eglise.catholique.fr/actualites/dossiers/elections-2017/428185-conclusion/>

- *La dimension critique à l'égard du pouvoir est bien enracinée dans la conscience du christianisme, sans que soit remise en cause pour autant la légitimité du pouvoir politique, en son ordre.*

Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER 2017)

- *Vitalité démocratique et transcendance*
Si, par transcendance, on entend un principe dynamique, une ouverture sur plus grand que soi, une place vide qui constitue une faille dans le corps social, l'empêchant ainsi de clore ou de boucler sur soi, si elle devient ce qui pousse une société à la non-répétitivité ou à la sortie de l'enfermement sur soi, si elle est puissance agissante dans les esprits, principe de négativité à l'œuvre devant toute clôture ou toute réalisation sociale prétendument dernière, on aperçoit que, même sans référence religieuse explicite, sans reconnaissance officielle d'une ou de religions, aucune société vivante et ouverte ne peut se dispenser de cette référence. Les totalitarismes ont voulu boucler sur eux-mêmes, sociétés closes où altérité et différences étaient pourchassées, et donc au premier chef l'altérité religieuse; ils ont produit l'oppression des libertés, et donc aussi la stérilité de la vie en toutes ses dimensions économiques autant qu'artistiques, pris qu'ils étaient dans une chasse indéfinie et inquiète contre toute forme d'altérité. (...)

Paul VALADIER, théologien, dans *Détresse du politique, force du religieux*, Paris, Seuil, 2007, p. 282-291.

- *Toute autorité vient de Dieu (Rm 13,1-7)*
On peut traduire en termes sécularisés la formule de l'Épître aux Romains: un chrétien, mais tel est le cas de tout citoyen croyant ou non, peut et doit obéir à toute autorité dans la mesure où elle remplit son rôle qui est d'assurer, de garantir, de faire croître le bien commun; mais sa soumission est conditionnée par une telle adéquation des ordres et des lois à une telle

finalité. Nous trouvons là une justification de l'obéissance citoyenne, en même temps qu'on en pose les limites. La foi chrétienne, parfaitement cohérente avec une juste philosophie de la démocratie, fonde à la fois toute autorité (qui doit viser au bien du «peuple») et en pose des limites fortes: elle la prive d'une toute-puissance qui ne lui appartient pas, et dont le croyant dira qu'elle n'appartient qu'à Dieu, et non aux hommes. Nous retrouvons le propos de Pierre devant le Sanhédrin: «Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes.» En définitive, on n'obéit jamais qu'à Dieu, au Bien ou à la Justice. Le jugement critique envers tout pouvoir est donc central pour toute attitude politique et religieuse.

Paul VALADIER, théologien, dans *Détresse du politique, force du religieux*, Paris, Seuil, 2007, p. 282-291.

Ethique

- *Pour que la raison religieuse et la parole croyante puissent jouer un rôle dans l'espace public, elles doivent nécessairement passer par une mise à l'épreuve publique de leurs convictions et arguments de fond. (...)*

*L'apparent ou réel silence de la parole croyante **réfléchie** dans l'espace public ne pourra être levé qu'en acceptant de s'acculturer à la raison publique ou à d'autres rationalités et visions du monde.*

Certes, une telle posture n'est pas sans danger pour les points de vue conservateurs ou traditionalistes, a fortiori pour les fondamentalismes religieux. Il n'est peut-être pas alors étonnant de constater que les problématiques éthiques cristallisent des postures religieuses comme le fondamentalisme, car « dans le fondamentalisme religieux, ce n'est d'ailleurs pas la religion qui est importante : ce sont les normes qu'on lui fait porter et prescrire, et qui sont d'autant plus dure, d'autant plus répressives, que la menace extérieure est jugée grande. Devant cette menace, le fondamentaliste pense qu'il faut résister et que pour résister, il faut réprimer toujours davantage ». Or, « une religion qui n'a pas peur, une religion qui n'est pas réactive, n'a pas besoin d'être répressive ». Au contraire, elle se révèle comme une religion qui libère et qui est en mesure de déployer l'espace de la liberté et de la responsabilité, ce que j'ose croire de notre tradition chrétienne.

Eric Gaziaux, théologien, dans *Paroles de foi et réalités éthiques. Quelles voies et quelles voix ?* Collection Trajectoires, Lumen Vitae, 2016, p 137.

- *Pour relever le défi d'une parole croyante qui puisse dire quelque chose et se faire entendre, deux excès doivent être évités : celui d'une « déthéologisation » excessive et celui d'une « rethéologisation » massive de telles problématiques, celui d'un côté d'affirmer que la théologie n'a rien à dire par rapport à tout cela, celui de prétendre qu'elle aurait tout à dire et possède déjà les réponses avant que les questions ne soient posées ...*

Eric Gaziaux, théologien, dans *Paroles de foi et réalités éthiques. Quelles voies et quelles voix ?* Collection Trajectoires, Lumen Vitae, 2016, p139.

- *La spécialisation croissante qui diversifie le projet de la raison en autant de rationalités (science, technique, économie etc.) a inauguré une phase nouvelle de la modernité... Chaque rationalité apparaît plus préoccupée de sa propre expansion que de promotion humaine. L'exemple de*

l'économie se recommande particulièrement... On assiste en tout cas à une intensification de la vigilance éthique, signe d'une volonté de reprendre l'initiative sur un projet qui semble avoir échappé.

Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER)

- *La question importante est de savoir si nous allons ouvrir les yeux avant que la violence n'explode vraiment, ou après ? Parce qu'en effet, nous pourrions déboucher sur une société anomique, sans norme partagée, qui deviendrait virtuellement policière. On l'oublie trop vite : moins une société a des normes convenues, plus il faut de la police pour les remplacer. Accepte-t-on l'idée qu'on va vivre dans une société de plus en plus policière ? En réalité, elle le devient ! Je pense qu'un jour on s'apercevra qu'il vaut mieux avoir la police dans notre tête. Il est quand même plus agréable d'être maître de ses pulsions plutôt que d'être en permanence sous les foudres de la police.*

Jean-Claude Guillebaud, cité par Jean De Munck. Université d'été du SeGEC 2016.

- *Qu'est-ce qu'une **norme** ? C'est une prescription qui présente la forme suivante : « si vous êtes dans telle ou telle situation, alors faites ceci ». Dans la vie sociale, nous mettons sans cesse en œuvre une foule de normes, très générales ou très particulières, très techniques ou très morales, nécessaires ou occasionnelles. « Il est interdit de se pencher par la vitre » : voilà une norme technique, la plus banale qui soit. « Tu ne tueras point » : voilà une norme morale très importante, de type civilisationnel. Entre les normes très banales et les normes fondamentales, se déploie un éventail considérable de normes sociales, juridiques, politiques, morales... Une prescription ne peut s'appliquer que de façon binaire. Elle coupe en deux l'univers des possibles : d'un côté les possibilités valides, de l'autre les transgressions. Même si se présentent, parfois, des difficultés d'interprétation, l'application de la norme relève d'une décision qui n'admet pas le « plus ou moins ». Autre caractéristique, à laquelle sont sensibles les sociologues : la norme suppose un appareil de contrôle, et donc une **autorité**. On peut distinguer bien sûr entre différents types de contrôle. Les normes sociales font l'objet d'une surveillance diffuse. Personne n'est habilité véritablement à sanctionner les normes de politesse. Cependant, le groupe sanctionne, tôt ou tard, de manière souvent indirecte (stigmatisation, mise à l'écart du contrevenant etc.). En revanche, dans le cas des normes juridiques, comme l'avait souligné Weber, le contrôle est formalisé. Dans le cas de la morale, il est aussi intériorisé, et se manifeste sous forme d'un sentiment de honte ou de culpabilité. Au contraire, les valeurs ne restreignent pas les possibilités d'action.*

*Par contre, la **valeur**, comme la justice ou l'amour, ouvre une infinité de possibilités. Les valeurs sont magnétiques, attractives, elles orientent vers des mondes à imaginer. Les valeurs sont des objets de désir, éventuellement très primordiaux, et aussi très élaborés, sublimés. En réalité, dans la vie de tous les jours, nous n'arrêtons pas de valoriser et de dévaloriser des choses, des circonstances, des gens, des personnes, des attitudes. Des petites et des grandes choses. Enracinée dans le désir, la valeur donne du **sens** à l'action...*

*Une différence fondamentale entre norme et valeur réside dans le rapport à l'**engagement**. On peut se conformer à une norme de façon purement externe, sans s'engager outre mesure. En revanche, il est impossible d'« appliquer une valeur » avec détachement. **On impose une norme, on invoque une valeur ; on applique une norme, on adhère à des valeurs.***

Il en résulte une conséquence importante d'un point de vue sociologique et pédagogique. Pour transmettre des valeurs, on a besoin d'autres canaux communicationnels que pour transmettre des normes. La norme peut se communiquer de façon argumentative. Elle appelle des justifications, des explications, qui peuvent rester entièrement intellectuelles. La valeur possède elle aussi un noyau cognitif qui peut faire l'objet d'un examen froid et rationnel. Cependant, ce

n'est pas suffisant. La valorisation colore le monde. Elle se joue au niveau de la perception fondamentale de l'environnement, pas seulement au niveau des bonnes ou mauvaises raisons d'agir. Elle engage donc la sensibilité.

Jean De Munck. Université d'été du SeGEC 2016.

- **Les valeurs justifient les normes**, ou au contraire permettent de les critiquer. On renvoie toujours, finalement, à des valeurs quand il s'agit d'expliquer des obligations et des interdits, ou au contraire de les contester...

Le culte de la règle pour elle-même n'est pas plus aimable que l'absence de règle. Il faut introduire le rapport à la valeur, sans quoi on risque de refétichiser des codes de conduite.

Jean De Munck. Université d'été du SeGEC 2016.

- Pourquoi et pourquoi **les valeurs se généralisent-elles** ?

Les sociologues avancent trois réponses fondamentales à la question : la domination, l'adaptation, le dialogue.

Jean De Munck. Université d'été du SeGEC 2016.

- *La figure chrétienne de la transcendance n'est ni vague ni indéterminée. Elle fait corps avec une charge éthique dont la puissance critique peut et doit réveiller l'apathie des démocraties ou contester leur relâchement favorisé par l'utilitarisme pour lequel le sens de la personne se perd au profit de la très vague référence au plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre. (...)*

Paul VALADIER, théologien, dans *Détresse du politique, force du religieux*, Paris, Seuil, 2007, p. 282-291

- Toute autorité vient de Dieu (Rm 13,1-7)

On peut traduire en termes sécularisés la formule de l'Épître aux Romains: un chrétien, mais tel est le cas de tout citoyen croyant ou non, peut et doit obéir à toute autorité dans la mesure où elle remplit son rôle qui est d'assurer, de garantir, de faire croître le bien commun; mais sa soumission est conditionnée par une telle adéquation des ordres et des lois à une telle finalité. Nous trouvons là une justification de l'obéissance citoyenne, en même temps qu'on en pose les limites. La foi chrétienne, parfaitement cohérente avec une juste philosophie de la démocratie, fonde à la fois toute autorité (qui doit viser au bien du «peuple») et en pose des limites fortes: elle la prive d'une toute-puissance qui ne lui appartient pas, et dont le croyant dira qu'elle n'appartient qu'à Dieu, et non aux hommes. Nous retrouvons le propos de Pierre devant le Sanhédrin: «Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes.» En définitive, on n'obéit jamais qu'à Dieu, au Bien ou à la Justice. Le jugement critique envers tout pouvoir est donc central pour toute attitude politique et religieuse.

Paul VALADIER, théologien, dans *Détresse du politique, force du religieux*, Paris, Seuil, 2007, p. 282-291

- L'amour comme cœur axial de la morale

L'amour nous délivre de l'esclavage de traditions éthiques absolues, des exigences morales conventionnelles et des autorités qui prétendent savoir quelle est la bonne décision, sans même avoir prêté l'oreille à l'exigence du moment unique. L'Esprit de Dieu est esprit de nouveauté. Il brise le carcan de toutes les lois morales absolues, même lorsqu'elles sont investies de l'autorité d'une tradition sacrée. L'amour peut rejeter comme il peut utiliser chaque tradition morale et il examine toujours la validité d'une convention morale. Mais l'amour ne peut pas se mettre en question lui-même et il ne peut être mis en question par rien d'autre.

Paul Tillich, théologien protestant, dans *Le fondement religieux de la morale*, Le Centurion/Delachaux et Niestlé, Paris, 1971

Sens

- *Selon Rémi Brague, les Temps modernes sont incapables de dire « pourquoi il est bon qu'il y ait des hommes sur la terre. »*
Rémi Brague, *Le propre de l'homme. Sur une légitimité menacée*, Bibliothèque des savoirs, Paris, Flammarion, 2013.
- *Aujourd'hui, dans ce monde mondialisé, où les cadres, les frontières et beaucoup de repères semblent ne plus être là, où les identités sont dès lors fragilisées, où l'avenir ne fait pas rêver et est difficile à intégrer positivement dans le cours d'une existence, il n'est pas étonnant que la question du sens nous revienne de plein fouet. Et que la faiblesse du discours et de la réflexion politique apparaisse à découvert. Or, c'est pourtant à ce niveau-là que doit se situer la parole et le projet politique. En fait, pour aller plus loin, la seule question qui mérite d'être posée n'est-elle pas : qu'est-ce qui fait qu'une vie mérite d'être donnée aujourd'hui ? Pour quoi suis-je prêt à donner ma vie aujourd'hui ? La réponse est sans doute très personnelle et intime, mais elle dit quelque chose d'une vie avec les autres et des valeurs qui animent une société.*

Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*, 2016.

<http://www.eglise.catholique.fr/actualites/dossiers/elections-2017/428185-conclusion/>

Vérité

- *Pas plus que les autres religions pour leur propre voie, le christianisme ne doit renoncer à soutenir une prétention de vérité. Le pluralisme ne saurait conduire au relativisme du « tout se vaut ». En effet, être chrétien c'est proclamer « Il est vraiment ressuscité ! ». C'est donc bien une « vérité » dont on se réclame. On n'exprime pas un sentiment, ni une hypothèse, ni de bons sentiments. Il s'agit en l'occurrence non pas d'une vérité d'ordre scientifique ou historique mais bien d'une conviction qui est d'autant plus profonde qu'elle vient de l'expérience et qu'elle engage l'existence – ce que ne font ni un théorème ni une loi économique ! La crainte est d'imaginer qu'en disant « j'ai la vérité » je me hausse orgueilleusement au-dessus des autres, dont l'expérience prouve qu'ils ne sont pas plus bêtes que moi. En réalité, on ne prétend nullement avoir la vérité en soutenant la vérité absolue de la révélation de Dieu en Jésus-Christ ; on ne fait que désigner le Fils comme « la voie, la vérité et la vie », tel Jean-Baptiste qui, lui-même n'est pas plus grand que le plus petit dans le Royaume. Ne pas s'autoriser de soutenir que Jésus-Christ est vivant, qu'il a montré le Père, l'Unique, le Dieu Un, que l'Évangile est la vérité de l'homme, c'est désertier le lieu du témoignage. Qu'on se rassure : cela ne signifie aucunement que cela m'élève au-dessus de mes interlocuteurs : croire ne signifie pas que j'aurais sondé la profondeur de l'Évangile, ni que j'en vivrais parfaitement. Cette prétention de vérité manifeste d'elle-même l'humilité dont elle doit nécessairement s'accompagner : avec elle, c'est la disproportion entre l'Évangile et mon existence qu'elle accuse !*
Benoît Bourguine, théologien (Questions spéciales CDER 2017).

- Dans l'approche de l'expression de foi en général et de l'expression de convictions éthiques (définition de la famille, indissolubilité du mariage, homosexualité, commencement et fin de vie, etc.) il y a **tension entre deux conceptions du rapport à la vérité.***

D'un côté, en raison de la révélation en Jésus-Christ, on affirme avoir la vérité : notre connaissance est constante et définitive. De l'autre, on souligne être en chemin vers Dieu, mais on n'a pas totalement accès, et on a à apprendre dans l'expérience du présent et dans la rencontre des autres.

Benoît XVI se situe du côté d'une affirmation intransigeante de la vérité (cf. son encyclique Veritas splendor)...

François est certainement plus sensible à la vérité du témoignage qu'à l'affirmation dogmatique de la vérité : il s'agit de proposer.

Entre ces deux tendances, il y a des nuances dans la pastorale et dans l'attitude au sein de la société, de l'Eglise et vis-à-vis de l'autre.

Ce qui est premier, c'est soit la volonté d'évangéliser, de convertir, soit le dialogue comme rencontre de l'autre, l'autre envisagé comme différent par sa conviction (dans le domaine œcuménique ou interreligieux) ou par sa situation de vie (situations « irrégulières »).

Ignace BERTEN, théologien, dans Les divorcés remariés peuvent-ils communier ? Enjeux ecclésiaux des débats autour du Synode sur la famille et d'Amoris laetitia, Lessius, 2017, p321 ;

Engagement. Liberté. Responsabilité

- L'amour civil et politique.

L'amour, fait de petits gestes d'attention mutuelle, est aussi civil et politique, et il se manifeste dans toutes les actions qui essaient de construire un monde meilleur. L'amour de la société et l'engagement pour le bien commun sont une forme excellente de charité qui, non seulement concerne les relations entre les individus mais aussi les « macro-relations: rapports sociaux, économiques, politiques ».[\[156\]](#) *C'est pourquoi, l'Église a proposé au monde l'idéal d'une « civilisation de l'amour ».*[\[157\]](#) *L'amour social est la clef d'un développement authentique : « Pour rendre la société plus humaine, plus digne de la personne, il faut revaloriser l'amour dans la vie sociale — au niveau politique, économique, culturel —, en en faisant la norme constante et suprême de l'action ».*[\[158\]](#) *Dans ce cadre, joint à l'importance des petits gestes quotidiens, l'amour social nous pousse à penser aux grandes stratégies à même d'arrêter efficacement la dégradation de l'environnement et d'encourager une culture de protection qui imprègne toute la société. Celui qui reconnaît l'appel de Dieu à agir de concert avec les autres dans ces dynamiques sociales doit se rappeler que cela fait partie de sa spiritualité, que c'est un exercice de la charité, et que, de cette façon, il mûrit et il se sanctifie.*

Pape François, Lettre encyclique Loué sois-tu ! Laudato si', sur la sauvegarde de la maison commune, 2015, n°231.
- Les diverses formes d'engagement

Tout le monde n'est pas appelé à travailler directement en politique ; mais au sein de la société germe une variété innombrable d'associations qui interviennent en faveur du bien

commun en préservant l'environnement naturel et urbain. Par exemple, elles s'occupent d'un lieu public (un édifice, une fontaine, un monument abandonné, un paysage, une place) pour protéger, pour assainir, pour améliorer ou pour embellir quelque chose qui appartient à tous. Autour d'elles, se développent ou se reforment des liens, et un nouveau tissu social local surgit. Une communauté se libère ainsi de l'indifférence consumériste. Cela implique la culture d'une identité commune, d'une histoire qui se conserve et se transmet. De cette façon, le monde et la qualité de vie des plus pauvres sont préservés, grâce à un sens solidaire qui est en même temps la conscience d'habiter une maison commune que Dieu nous a prêtée. Ces actions communautaires, quand elles expriment un amour qui se livre, peuvent devenir des expériences spirituelles intenses.

Pape François, Lettre encyclique Loué sois-tu ! Laudato si', sur la sauvegarde de la maison commune, 2015, n°232.

- *S'engager dans cette aventure (faire société) personnelle et collective suppose une sortie de soi, un vrai courage aussi, des personnes avec qui parler pour chercher et construire à son niveau. Et l'on sait bien qu'il y a toujours le risque de l'entre-soi où l'on pense et fait comme les autres. Il peut y avoir aussi une crainte légitime de s'engager seul, et l'on peut aussi penser qu'on ne peut rien changer. C'est oublier qu'il ne faut pas forcément être très nombreux pour faire bouger des situations, pour donner une nouvelle direction, un nouvel élan à des réalités qui semblaient bloquées. Cela demande également de revisiter notre rapport au temps. Il peut y avoir de l'impatience dans un monde de l'immédiateté, en pensant que la seule volonté peut faire bouger rapidement les choses. Il faut accepter que le temps des récoltes ne soit pas celui des semences. Il faut du temps pour que des conceptions, des attitudes changent, que des projets s'élaborent, soient reçus et deviennent réalité. Il faut consentir à inscrire son action dans le temps long.*

Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*, 2016.

<http://www.eglise.catholique.fr/actualites/dossiers/elections-2017/428185-conclusion/>

- *Dans les débats, parfois compliqués, de notre société, dire clairement ce qui semble bon pour la vie en commun est une responsabilité de chacun. Pour nous catholiques, nous ne pouvons rester indifférents à tout ce qui, d'une manière ou de l'autre, porte atteinte à l'homme. Cela signifie de l'intérêt pour les aspirations de nos contemporains, mais aussi une liberté intérieure qu'il faut savoir manifester avec le courage de l'Esprit même et surtout si elle est contraire aux discours ambiants et aux prêts-à-porter idéologiques de tous bords.*

Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique*, 2016.

<http://www.eglise.catholique.fr/actualites/dossiers/elections-2017/428185-conclusion/>